

**Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté
française du 24 novembre 2020 portant désignation des
membres de la Chambre de recours de l'enseignement
supérieur non universitaire officiel subventionné**

A.Gt. 29-09-2023

M.B. 23-01-2024

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, l'article 242 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 novembre 1998 instituant une chambre de recours de l'enseignement supérieur non universitaire officiel subventionné, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 08 novembre 2001 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 novembre 2020 portant désignation des membres de la Chambre de recours de l'enseignement supérieur non universitaire officiel subventionné, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 21 décembre 2020, 08 décembre 2021 et 16 janvier 2023 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 03 septembre 2020 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres membres du personnel du Ministère de la Communauté française, l'article 78, §1^{er}, 17^o ;

Vu l'acte de subdélégation AD-AGE-0395 du 17 février 2021 pris en faveur de Monsieur Jan MICHIELS, Directeur général adjoint expert ;

Considérant qu'il convient de remplacer les membres démissionnaires,

Arrête :

Article 1^{er}. - A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 novembre 2020 portant désignation des membres de la Chambre de recours de l'enseignement supérieur non universitaire officiel subventionné, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 21 décembre 2020 et 08 décembre 2021 et 16 janvier 2023, les mots « Mme Pascale LEBICHOT », « M. Jean-Pierre DELVOYE », « M. Didier RUBAN » et « X » sont respectivement remplacés par les mots « M. Patrick ALEXANDRE », « M. Pierre-Jean DELVOYE », « M. Ahmed MEKSEN » et « Mme Annick MASSON ».

Article 2. - Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Bruxelles, le 29 septembre 2023.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :
Le Directeur général adjoint expert,
J. MICHIELS